



**HAL**  
open science

## Urban gardens on concrete floors

Camille Marie, Roméo Bondon

► **To cite this version:**

Camille Marie, Roméo Bondon. Urban gardens on concrete floors. Ballast, 2021, 11, pp.126-149. 10.3917/ball.011.0126 . hal-04215718

**HAL Id: hal-04215718**

**<https://hal.science/hal-04215718v1>**

Submitted on 7 Oct 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

# Des Jardins urbains et du béton

Texte et photographies de **Camille Marie**, Texte de **Roméo Bondon**

DANS **BALLAST** 2021/1 (N° 11), PAGES 126 À 149

ÉDITIONS **HORS D'ATTEINTE**

ISSN 2466-7609

ISBN 9782490579921

DOI 10.3917/ball.011.0126

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-ballast-2021-1-page-126.htm>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



#### Distribution électronique Cairn.info pour Hors d'atteinte.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.









O n y monte par une échelle de planches fixée à même la structure : lever la main, tirer ; monter le pied opposé, pousser ; et ce jusqu'à la plate-forme. C'est une tour, un phare, un mirador – une vigie. Elle a été édifée un jour de juin où on luttait partout en France contre « la ré-intoxication du monde » et où ici, à Besançon, dans le quartier des Vaïtes, une occupation a débuté pour s'opposer à la construction d'un « écoquartier ».

On a alors planté des cabanes et, le temps d'un été, le lieu a attiré nombre de militant-es, jardinier-es convaincu-es ou simples curieux et curieuses. Avec l'automne, les cabanes se sont affaissées, les habitant-es ont pris le large, certain-es allant trouver dans d'autres lieux à investir – la ZAD du Carnet, près de Saint-Nazaire – ce qui leur manquait ici : une occupation, un lieu de vie permanent. Avec les planches des abris démontés, une maison commune se construit patiemment. Sur les bords du terrain, des haies sont plantées. Tandis qu'un rapide coup d'œil nous laisse deviner un site animé et traversé d'influences diverses, Renaud nous accueille, bientôt rejoint par Marie et sa fille, puis Fred. C'est lui qui nous précède dans la Vigie. Il y a peu, celle-ci a essuyé sans encombre sa première tempête. Sa prise au vent n'est plus un objet d'inquiétude. Sur le parquet, en haut, le pas est sûr. Le quartier des Vaïtes offre sa mosaïque de paysages à la vue.

À l'ouest et à peine visible, Besançon s'étale sur les rives du Doubs. Au nord, les grands ensembles des Orchamps. Au sud, la butte des Vaïtes, ses maisons cossues sur l'un des versants et ses barres d'immeubles sur un autre, tout proches et face à face. À l'est enfin, et partout ailleurs aussi, dans les interstices qu'autorisent les hasards de l'histoire urbaine, des jardins. C'est pour les défendre, eux et leurs usager-es, qu'une occupation spontanée a été décidée sur un terrain laissé jusqu'alors à l'abandon. Militant-es d'associations bien identifiées – Extinction Rebellion (XR) ou Alternatiba – et surtout voisin-es et sympathisant-es se relaient depuis pour faire vivre le lieu. On s'y bat contre la bétonisation d'une zone maraîchère et jardinière, le capitalisme vert et l'hypocrisie d'une mairie écologiste hors-sol ; mais également pour la perpétuation d'un jardinage informel, la préservation d'une zone humide et des espèces qui y résident. Sitôt redescendu-es de la Vigie, Renaud et Patricia nous cueillent pour visiter les jardins alentour avant que le jour ne baisse et, chemin faisant, nous content l'histoire compliquée d'une occupation périurbaine.

## ZAD OU ZAC : OCCUPER LE TERRAIN

Il y a donc là Farid, Marie, Renaud, Fred, Jean-Marie et quelques autres : « *le petit noyau* », comme nous le dira un jardinier. L'un arbore un t-shirt à l'effigie du révolutionnaire vietnamien Hô Chi Minh, porte une ceinture bardée d'outils et sait se rendre efficace ; un deuxième a le rire franc, la barbe aussi fleurie que ses bras, tatoués de plantes ; un troisième, attentif mais en retrait, a les cheveux qui blanchissent et le conseil avisé ; une dernière sourit sans cesse, pousse une brouette pleine de broyat de végétaux à répandre sur les arbustes à peine plantés et n'est pas des dernières à appeler à la pause. Quelques personnes et beaucoup d'envies : il y a une maison commune à dresser et chacun·e prend sa part dans son édification. Indifférents aux fermes qui s'élèvent peu à peu, aux renforts qui sont vissés un à un, des rougequeues volettent d'un tas de planches vers une cabane, d'un grillage à l'arbre d'un voisin. Apparence paisible d'un quartier dont les enjeux sont pour le moins tendus.

Octobre 2018. La Vigie n'est pas encore terminée. Jardiniers et jardinières sont convié·es par la municipalité à une réunion d'information. On les accueille à la toute nouvelle Maison des projets, installée dans quelque conteneur récupéré pour l'occasion. Selon les organisateurs, les jardins s'apparentent à des bidonvilles : il conviendrait, dès lors, de faire le propre. Sont distribuées des cartes du quartier sur lesquelles différents zonages ont

été ajoutés. Claire Arnoux et Marie-Hélène Parreaux, respectivement présidente et trésorière de l'association Les Jardins des Vaïtes, créée à la suite de cette réunion, les ressortent pour illustrer leur vision de la situation. Nous les rencontrons au dernier étage d'un immeuble, à une centaine de mètres des jardins. Sur un mur, des tissus sur lesquels a été sérigraphié l'alyte accoucheur\*, symbole du quartier défendu ; sur un autre, des étagères lourdes de bandes-dessinées et d'essais. Et sur le plan qu'elles nous montrent, des taches. Les zones bleues : « *Vous avez six mois pour dégager* » ; les rouges, « *cinq ans* » ; les jaunes, « *dix ans* ». Les travaux s'échelonnent sans qu'il n'y ait un mot à dire. Pas de discussion mais un projet mené tambour battant, alors même qu'il végète depuis plusieurs années, attendant son heure.

\* Une espèce de crapaud.

Le projet initial, dans les années 1960, prévoyait la construction d'un boulevard. Puis, la décennie suivante, on songera à construire des immeubles capables d'accueillir 3 000 personnes. Enfin, depuis 2005, un écoquartier d'où élaborer « *une opportunité pour recomposer la ville* »

**LA VIGIE A ESSUYÉ  
SANS ENCOMBRE  
SA PREMIÈRE  
TEMPÊTE.  
SA PRISE AU VENT  
N'EST PLUS UN OBJET  
D'INQUIÉTUDE.**



sur la ville », ainsi qu'on peut le lire sur le site internet du projet que les pouvoirs municipaux successifs ne cessent de remobiliser. La majorité actuelle, dont certain-es élu-es occupent des postes importants depuis près de vingt ans, use des outils qui sont les siens pour passer en force – sous l'impulsion d'un maire socialiste qui deviendra « marcheur » puis, depuis juin 2020, prétendument écologiste sous le mandat d'Anne Vignot, son ancienne adjointe.

En 2011 est établie une zone d'aménagement concerté (ZAC) dont les limites définissent l'espace à urbaniser. Elle est soutenue par une déclaration d'utilité publique (DUP) permettant expropriation et préemption au nom de l'intérêt général. Trois ans plus tard, tandis qu'une ligne de tramway passe pour la première fois dans le quartier, un aménageur est désigné : Territoire 25, société publique locale

IL FAUDRA AUX  
ASSOCIATIONS  
D'OPPOSITION  
MÂCHER ET  
REMÂCHER  
LE VOCABULAIRE  
URBANISTIQUE  
POUR CONSTITUER  
DES DOSSIERS  
SUFFISAMMENT  
SOLIDES.

(SPL) créée pour l'occasion, se met à la disposition de la municipalité pour piloter les travaux à venir – un écran utile à la communication municipale pour dissimuler les retards et les errements de sa gestion du projet, selon Claire Arnoux. Les acronymes s'accumulent : il faudra aux associations d'opposition mâcher et remâcher le vocabulaire urbanistique, les mots de l'aménagement du territoire, pour constituer des dossiers suffisamment solides. « *On s'est formés sur le tas* », nous confirme-t-elle.

Claire Arnoux, militante de La France insoumise (LFI) et candidate sur une liste citoyenne aux dernières élections municipales, sait ce qu'a de politique la poursuite, coûte que coûte, des travaux. L'opposition à l'écoquartier a évolué, ce qu'illustre la construction de la Vigie. Si la contestation fut d'abord le fait de riverain-es propriétaires – « *C'est la droite qui était le fer de lance là-dessus* », nous indiquera l'ancien secrétaire de la fédération PCF du Doubs, Thibault Rize –, la tenue des assemblées de Nuit debout en ce lieu en 2016, puis la mobilisation des antennes locales d'Alternativa et d'ANV-COP21 réorientent les débats sur les questions écologiques et sociales. Marie-Hélène et Claire se souviennent des deux années qu'elles viennent de passer depuis la création de leur association : des jardiniers et jardinières résigné-es, un aménageur de mauvaise foi, des déceptions et des victoires, aussi. Peu à peu, les détails techniques du dossier ont fini par être maîtrisés, au point de débouter les porteurs du projet et de faire cesser, pour un temps, tous les travaux. Car, début 2019, les velléités aménageuses se font plus pressantes.



Des pelleteuses sont garées tout près des zones à aménager, sans qu'aucune information n'ait été délivrée au préalable. Des renseignements pris çà et là éclairent les jardinier-es : une consultation publique à propos des travaux est en cours et se termine le lendemain. Dans l'urgence, on contribue, on argumente, peu certains de l'utilité de donner un avis dont on se dit qu'il sera consulté, lu peut-être, mais rien de plus. Un mois passe. Puis un avis défavorable émane d'une instance de poids. Le Conseil national de la protection de la nature (CNPN), saisi à la suite des commentaires négatifs formulés par les participant-es à la consultation, émet des réserves sur les dimensions écologiques du projet d'aménagement.

Mais, là encore, l'avis donné n'est en rien contraignant. Un mois, de nouveau, passe. Puis des machines sont débarquées, un arrêté préfectoral fournit la dérogation nécessaire à la reprise des travaux, et on creuse les arbres, et on creuse le sol. Une tranchée. De la terre déblayée balancée sur des parcelles cultivables. Les travaux sont faits à la va-vite, et pour cause : ils sont suspendus par le tribunal administratif en juin, puis arrêtés tout bonnement l'année suivante par le Conseil d'État. Quelques jours plus tard, comme pour célébrer la nouvelle et en garantir le résultat, les premières tentes se monteront entre fossés et jardins.



## JARDINER, UNE LUTTE DE BASSE INTENSITÉ

Un pas de côté.

Tandis qu'au-dehors la pluie assombrit la ville, nous rencontrons Thibault Rize et Hasni Alem dans les locaux de la fédération départementale du PCF, dans le quartier Orchamps-Palente. Le second, un grand brun vêtu d'une chemise blanche, est élu de la ville et figure dans la majorité. Le parti s'est localement positionné en faveur du projet, et ce depuis ses débuts – « *La question de l'urbanisation des Vaïtes n'est pas quelque chose de nouveau* », rappellent-ils tous deux d'emblée. Le discours pour rendre raison de ce soutien est rôdé. Thibault explique : « *On a du mal, dans ce débat, à rester sur le quartier des Vaïtes, car c'est une question plus globale sur l'urbanisme de la ville.* » Il détaille ainsi les relations de la ville avec les communes alentour, les imbrications d'échelles, l'importance sociale du projet : « *Aujourd'hui, on est en capacité de construire sur 7,4 hectares 1 150 logements pour à peu près 3 000 personnes : ça correspond à ce qui se fait dans le périurbain sur 300 hectares.* »

On songe à la remarque de Claire Arnoux entendue plus tôt : 7,4 hectares bétonnés, certes, mais sans que soient comptés dans ce chiffre les trottoirs et les parkings ou, comme le stipulent les documents officiels, la « *bande verte active* » (soit de l'herbe) et la « *trame viaire* » (soit les routes). Pour Thibault et Hasni, par-delà les écueils, l'écoquartier aux Vaïtes serait une manière de « pro-

poser une alternative entre la maison individuelle et la barre » – au risque d'empiéter sur de précieuses terres maraîchères et de mettre fin à leur organisation jardinière informelle. C'est que, pour les deux militants, l'enjeu réside dans l'accession au logement plus que dans la sauvegarde d'une pratique. Et lorsqu'on souligne l'importance vivrière que le jardinage représente pour certain-es, ils rétorquent : « *L'espace cultivable comme l'espace habitable doivent se partager.* » Une position qui ne soulève pas de contradictions parmi les jardinier-es, bien au contraire. Mais là où Claire et Marie-Hélène soulignent avec joie une « *autogestion de fait* » dans des jardins qu'elles pratiquent toutes deux, nos interlocuteurs regrettent que l'organisation se fasse « *hors règles d'attribution* », ce qui engendre selon eux une inégalité criante dans les manières d'user des terrains.

Les jardins, donc. Des tomates trop vertes n'y mûriront plus – déjà l'hiver s'annonce. Des courges, en nombre et aux teintes multiples, semblent s'échapper en rampant. Jardiniers et jardinières parcourent leurs parcelles, retournent la terre, cueillent ce qu'il reste à cueillir ou palabrent entre eux. Sur les traces laissées par les bulldozers au milieu des jardins, des fleurs violacées, qui rappellent la pâquerette ou la camomille, poussent par centaines. Des asters américains, nous renseigne-t-on, « *des plantes qui se plaisent dans rien* ». Les premières à prendre place sur la terre rendue compacte par les énormes pneus des engins de chantier et par là-même délaissée par les jardinier-es. Il faudrait de nouveau la travailler, l'amender, l'aérer. Tandis qu'elle nous guide d'une parcelle à

une autre, Patricia ne cesse de déplorer le passage en force de ces engins. Mais, très vite, la discussion s'étend à celles et ceux qui cultivent encore – pourquoi et comment. Patricia insiste sur l'absence de clôtures, le fait de pouvoir circuler librement entre les potagers. Cela fait une quinzaine d'années qu'elle cultive le sien, avec une amie, « *bien avant que Territoire 25 ne rachète tous les jardins* ». Des légumes d'été, des petits pois : « *On s'essaie à des tas de trucs, un peu de tout en petite quantité* », résume-t-elle.

Une cabane parmi d'autres attire l'attention. Faite de paille et de torchis, les murs de pierres sèches qui la soutiennent sont savamment maçonnés. Son occupant, Stéphane, de passage à la Vigie pour prendre quelques nouvelles – ou simplement voir du monde – nous y a conviés. Surmontant des tempes rasées, un chignon crépu et grisonnant ; il porte des vêtements pour le travail du bâtiment et de la terre, ou bien simplement pour être à l'aise. Durant ces dernières années, il a navigué entre la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, celle des Lentillères à Dijon – où il nous explique s'être politisé, mais aussi avoir appris la technique terre-paille –, enchaînant dans le même temps petits boulots et contrats d'intérim en menuiserie. Sa cabane, qui servira à stocker son matériel de maraîchage, lui permettra aussi de faire quelques siestes au frais, l'été venu, et de fuir la chaleur étouffante de la barre d'immeuble qu'il habite non loin.

Ce qui l'a attiré ici, c'est d'abord la perspective de partager avec d'autres les parcelles et le travail de la terre, et d'ajouter à son menu des légumes moins chers. Il détaille longuement les travaux récents qu'il a entrepris,

## TANDIS QU'ELLE NOUS GUIDE D'UNE PARCELLE À UNE AUTRE, PATRICIA NE CESSE DE DÉPLORE LE PASSAGE EN FORCE DES ENGIN DE CHANTIER.

les plantations qu'il entend faire pour la prochaine saison estivale. Il aurait aimé dresser sur son seuil une haie de courgettes pour qu'on ne le voie pas depuis la rue qui surplombe. Mais le temps a fraîchi, le soleil s'est fait plus terne et les légumes ont été cueillis depuis longtemps. Rien d'autre que des pieds pourrissant pour désormais faire barrière. Quelques fleurs aussi, des cosmos, des œillets et des fleurs araignées, qui témoignent de l'intérêt de Stéphane pour une végétation diverse. Un chat noir, déjà aperçu la veille, passe puis s'installe sur les genoux de chacun·e. On avise un autocollant anarchiste près de la porte et l'on se dit que la couleur du chat est ici un bon présage. En guise d'au revoir, Stéphane résume pour nous ce qui l'anime : « *Il y a ceux qui jettent et ceux qui ramassent, et moi, je préfère me dire que je vois ce que je peux ramasser.* » Un mot d'ordre qui semble ici partagé : tous les matériaux se réemploient, toutes les parcelles sont pleinement investies.







## DES TERRES PRODUCTIVES : UNE ZONE DE MARAÎCHAGE URBAIN INSTRUMENTALISÉE

Pour se figurer le quartier trente ans auparavant, il faut mentalement raser quelques maisons et barres d'immeubles pour les remplacer par des serres. La périphérie de la ville se trouvait alors organisée autour d'une activité de maraîchage intensif qui l'alimentait au quotidien. La plupart des maraîchers et maraîchères étaient installés-là via des baux précaires qui garantissaient à la municipalité de pouvoir rapidement changer l'occupation du sol au gré des projets d'aménagement. Résultat : en trois décennies, les maraîcher-es ont tous-tes disparu. La dernière génération est partie à la retraite et ne sera pas remplacée – il faut réaffecter les terres à d'autres usages définis comme impérieux et déclarés d'utilité publique, comme des voies de tramway, des écoles, mais aussi leur lot de parkings et de trottoirs bitumés.

Ne restent qu'Adeline Simon et Mélie Volta, installées il y a quatre ans sur 1 400 mètres carrés, sous la menace d'une expropriation en mars 2021. Adossées toutes deux à l'une de leurs serres, elles partagent leurs doutes, amertume. « *Les terres sont exceptionnelles, c'est dur quand t'es maraîcher de voir partir des terres comme ça* », explique Adeline. Leurs parcelles converties en bio produisent chaque semaine une centaine de paniers de légumes (environ 500 kilos) qui nourrissent exclusivement des habitant-es

des quartiers environnants. Au début de l'année 2020, la demande a même augmenté avec le confinement : une centaine de personnes supplémentaires s'est manifestée pour avoir accès à cette production locale. « *On a été obligés de s'enfermer, on pouvait plus bosser, d'un coup tout le monde voulait des légumes bio.* »

Sur la carte du projet, Territoire 25 omet l'emprise au sol des infrastructures de desserte, des routes et des parkings, comme pour y préserver un peu de vert, symbole d'une nature fantôme, réduite à un argument marketing. Les serres d'Adeline et de Mélie seraient coupées en deux par une nouvelle école, qui amputerait la moitié de la surface aujourd'hui cultivée. « *Ça fait quatre ans qu'on est là, et on commence à pouvoir se dégager un Smic sur la base d'un trois quarts temps. Mais avec une école au milieu, c'est pas possible.* » Pour Hasni Alem et Thibault Rize, la construction de ce nouvel équipement est justifiée par une demande sociale. Ce dernier s'y montre particulièrement sensible : « *Je me demande où ma gamine va aller à l'école et dans quelles conditions elle va faire sa scolarité : est-ce que c'est dans un bâtiment pourri comme c'est le cas à Tristan-Bernard, ou est-ce que c'est dans une école avec des moyens qui correspondent à l'air du temps ? Aujourd'hui, les enfants à Tristan-Bernard, ils se caillent le cul, il y fait froid.* » En somme, la production des maraîchères s'en trouverait restreinte, mais ce serait le prix à payer pour renouveler les équipements publics du quartier : voilà qui a convaincu le PCF de se rallier à la position de l'ancienne majorité municipale et de continuer de défendre le projet aux côtés d'Anne Vignot. Pourtant, les militant-es et jardinier-es des Vaïtes ne sont pas insensibles à

l'argument social. « On ne joue pas l'écologie contre le social », assure Claire Arnoux. « Personne ne s'opposerait à la rénovation d'une école existante ! Mais ce n'est pas ce qu'ils proposent. Ce qu'ils veulent, c'est bétonner, et construire, en plus d'une école deux fois plus grande que l'école actuelle, des logements qui se vendront 50 000 euros pour un studio. » Le sacrifice des derniers terrains agricoles du quartier n'est donc pas un coût nécessaire pour garantir aux habitant·es l'accès à des logements sociaux : c'est une bataille politique.

De son côté, la municipalité n'hésite pas à se gargariser de la présence d'Adeline et de Mélie. Dans un bulletin municipal récent qui titrait « Tous bio, tous urbains », la ville vantait avantageusement le maraîchage en ville, en taisant le sort qu'elle comptait réserver aux deux maraîchères, qui se sont senties dépossédées de leurs idées et de leur image, premières étapes avant la dépossession de leur activité. « C'est difficile de s'investir sur le long terme dans ton activité quand tu ne sais pas si ça va durer », confirme Mélie. Les projets de buttes de permaculture, de légumes vivaces et d'entretien du verger sont en balance : sans l'assurance que les terres seront toujours disponibles dans les mois à venir, le maraîchage a le goût âcre du travail mal récompensé et des efforts vains. Pour la ville, il s'agit d'abord d'exploiter une rente territoriale : les terres vendues à Territoire 25 quelques euros du mètre carré seront ensuite remises sur le marché, une fois l'écoquartier érigé, à plusieurs milliers d'euros le mètre carré. Ce prix est notamment justifié par la qualité environnementale du quartier et ses performances énergétiques. Il gonfle aussi sous l'effet du

« C'EST DIFFICILE DE S'INVESTIR SUR LE LONG TERME DANS TON ACTIVITÉ QUAND TU NE SAIS PAS SI ÇA VA DURER. »

marketing verdissant de la ville, qui souhaite y préserver un verger participatif et une ferme pédagogique. Au détriment des serres, c'est donc un projet de vitrine qui se profile sur la butte des Vaïtes : peu importe qu'il n'y ait plus de maraîchage, s'il y a quelques arbres pour rappeler aux citoyen·es une nature de carte postale, et peu importe également qu'il n'y ait plus d'alytes accoucheurs ou de tritons alpestres, s'il y a quelque part alentour une ou deux mares savamment construites par des experts de la compensation écologique – dont l'une vient d'être recrutée par la municipalité pour appuyer la refonte du projet.

Pourtant, « il n'y aura bientôt plus rien à compenser », soupire Adeline. « Le plus dur, c'est de savoir des choses que les autres peinent à admettre. En travaillant, on comprend l'importance de ces espaces, d'être dehors, de bien manger, de produire localement, de préserver les sols, et puis autour, ces idées-là, elles n'avancent pas. » Un combat qu'elles ne mènent plus seules : l'association Les Jardins des Vaïtes a rendu public son soutien, ajoutant que « si un permis de construire est déposé, l'association ira en justice\* ».

\* « Nouvelle école : l'association des Jardins des Vaïtes évoque une action en justice », L'Est républicain, 27 octobre 2020.



## « ON VOUS VOIT VENIR »

On reprend le chemin boueux de la Vigie. Un panneau à l'entrée signale d'emblée : « *On vous voit venir* ». Et pourtant, la question de la continuation de la lutte se pose réellement. Les perspectives militantes se recomposent en cette fin d'année 2020. Après une première victoire juridique l'été dernier, le maintien coûte que coûte du projet ravive toujours le combat. Territoire 25 fait mine de réfléchir à un nouveau projet « plus écologique », mais surtout plus acceptable sur le plan social. Le promoteur semble vouloir déplacer, habilement mais timidement, les curseurs du nombre de logements sociaux disponibles dans l'écoquartier, ainsi que celui du nombre de jardins maintenus. Si la Vigie veille, ce n'est pas sur les miettes que voudra bien lui laisser un projet d'urbanisme mal maîtrisé. Jardinier-es, maraîcher-es et habitant-es veulent préserver l'ensemble du site. Personne ne paraît prêt à transiger. La Vigie se restructure donc comme une ZAD sans habitations, délicate à défendre, peut-être facile à prendre pour qui revendique sa propriété, mais qui a le mérite de laisser à l'état de jardin les terres défendues comme telles.

La restructuration en ZAD ravive des tensions vécues, déjà, en juin 2020 : au début de l'hiver, de nouveaux habitant-es extérieur-es au quartier ont souhaité réinvestir les lieux en tant que « lutteurs-bâisseurs », selon leur expression – initiative parallèle à l'ambition locale de préserver les terrains de toute construction, légère ou définitive. Se reposent ainsi toutes

les questions propres aux initiatives de vie collective : respect des chartes et de tous et toutes, protection et occupation du site, maintien de la possibilité pour chacun et chacune de s'exprimer, de décider. Des sujets qui ont déjà largement animé les débats de l'été, non sans frictions. La ZAD des jardins des Vaîtes semble polariser deux visions de la lutte, l'une portée par les habitant-es et voisin-es, attaché-es à la fonction historique des lieux, et l'autre, celle des visiteurs et visiteuses habitué-es des ZAD, qui voient là l'occasion d'occuper une friche urbaine.

Adeline et Mélie, de leur côté, se sont tournées vers leur SCOP pour tenter de lutter contre leur expropriation et de réfléchir à leur avenir proche. Pour elles se pose la question d'aller faire autre chose ailleurs – sans conviction.

LA VIGIE SE  
RESTRUCTURE  
COMME UNE ZAD  
SANS HABITATIONS,  
DÉLICATE À  
DÉFENDRE, MAIS  
QUI A LE MÉRITE  
DE LAISSER À L'ÉTAT  
DE JARDIN LES  
TERRES DÉFENDUES  
COMME TELLES.





La municipalité quant à elle met doucement en œuvre un double processus d'expertise : un Geec (Groupe d'experts pour l'environnement et le climat) a été constitué sur le modèle du bien connu Giec (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat).

1. Spécialiste d'écologie au sens scientifique.

2. En référence aux salarié-es de l'usine horlogère Lip de Besançon, qui ont lutté entre 1973 et 1977 contre la fermeture et la liquidation de cette dernière, organisant manifestations et occupations jusqu'à parvenir à la gestion coopérative et autogérée du site.

3. « La Vigie des Vaïtes, où en est-on ? », Factual info, 11 décembre 2020.

Cette équipe doit statuer, en quelques semaines, sur l'impact écologique du projet d'écoquartier – et ce, sans consulter les associations d'opposition. Pour le piloter, a été nommé par la mairie un spécialiste d'écologie fonctionnelle, habitué de ce genre de démarche. L'homme, toutefois, est plus que cela : soutien

d'Anne Vignot durant sa campagne, il a également été un temps son directeur de laboratoire lorsque la maire était encore elle-même écologue<sup>1</sup>. Le conflit d'intérêt est à peine maquillé. Une commission citoyenne tirée au sort devra par la suite discuter les résultats de l'expertise ; souhaitons que les personnes désignées auront les coudées franches et que leur avis ne s'ajoutera pas aux diverses consultations dont le quartier a déjà été l'objet.

Aux côtés de Patricia, Henri, militant et syndicaliste de longue date, passionné de radios libres, un sourire immense sous sa moustache, ôte les clous des planches qui feront le bardage de sa cabane-cuisine. Il évoque les luttes passées de la région, parmi lesquelles l'expérience autoges-

tionnaire des Lip<sup>2</sup>. Les parcours de chacun et chacune sont ici le terreau d'une revendication qui résonne haut et fort : « *Lutter pour le vivant* » d'abord, mais aussi « *[s']émanciper par le maraîchage*<sup>3</sup> ».

Tandis que l'on quitte la Vigie, l'agora se termine : le chantier aura pris quelques semaines, mais elle se tient désormais prête à accueillir assemblées générales et réunions collectives. À l'ombre d'une tour de contrôle qui surveille terres et jardins pour prévenir les attaques de la mairie, de l'urbanisation incontrôlée et, pourquoi pas, de la police, l'agora répond par l'impératif du collectif. Peut-être était-ce là ce qu'on voulait signaler par une charpente solide. Aux Vaïtes, rien n'est à aménager, tout est à défendre.

## PRINTEMPS 2021 : NOUVELLES DE LA ZAD

Huit mois après son édification, la Vigie a été démontée pour des raisons de sécurité – les sangles qui la stabilisent ont en effet été sectionnées. Les acteur·ices de la lutte ne veulent pas voir dans cette déconstruction le signe de leur échec. À l'orée du printemps, les menaces d'expulsion pèsent toujours sur les maraîchères et les jardinier·es du quartier des Vaïtes. Les décisions juridiques restent en suspens, et l'attente du rapport du Geec devrait donner une nouvelle impulsion aux partisan·es du projet, comme à celles et ceux qui s'y opposent depuis maintenant deux ans. ■

CAMILLE MARIE aime la géographie et cherche à redevenir autochtone.

ROMÉO BONDON a publié *Le Bestiaire libertaire d'Élisée Reclus* (2020) aux éditions ACL et a coordonné avec Elias Boisjean *Cause animale, luttes sociales* (2021) aux éditions Le Passager clandestin.

« Pourquoi ces masques ? Pourquoi vous cachez-vous ? Soyons sérieux. Personne ne nous regardait lorsque nous avançons à visage découvert, et maintenant on nous remarque parce que nous dissimulons nos visages. » Sous-commandant insurgé Galeano (Marcos).  
Photographie de Thiago Dezan, 2017.

Thiago Dezan, 2017.



« Parce que nous avons la couleur de la terre, nous ne valons rien. Nous n'avons pas droit à la santé ou à une éducation qui soit juste. Nous sommes à peine un obstacle pour le capitalisme et les mauvais gouvernants. Les zapatistes veulent un gouvernement qui gouverne sous la direction de son peuple. Nous ne voulons pas de maître, pas de patron. Nous voulons la liberté, notre liberté. » Photographie de Thiago Dezan, 2017.

« Nous sommes conscients que toutes les luttes qui fleurissent se rejoignent. C'est une lutte pour la défense de notre droit à vivre, pour ne plus permettre qu'on nous extermine. »  
Photographie de Thiago Dezan, 2017